

d'un réseau de communes le lieu central de la politique, par contraste avec les voies austéritaires et non hospitalières prises par les institutions nationales et européennes. L'actualité belge récente nous amène à revenir sur la question des intercommunales : au-delà des enjeux soulevés par « l'affaire Publifin »,

cette échelle d'action semble pertinente pour gérer l'énergie, l'eau, les déchets, etc. Autant de secteurs qui, à travers le monde, sont en ce moment largement (re)municipalisés vers des formes de gestion publiques ou mixtes, intégrant les citoyen.ne.s et qui semblent très prometteuses. ■

Jean-François Libotte ◆ formateur FEC (Formation Éducation Culture¹)

Le métier de syndicaliste en débat à Bruxelles

Le mardi 23 octobre, la FEC, en collaboration avec Periferia et la CSC BHV, a organisé une rencontre-débat avec deux *community organizers*, deux animateurs (d')après Alinsky : Wade Rathke (fondateur d'Acorn - USA) et Adrien Roux (formateur à l'Alliance Citoyenne et fondateur de l'ONG ReAct - France). À l'affiche, les questions suivantes : « *Les syndicats doivent-ils adopter de nouvelles méthodes ? Comment renforcer l'engagement ?* ». Il est vrai que le contexte professionnel et sociétal actuel est marqué par une série d'éléments - dispersion des lieux de travail, accroissement des inégalités, hétérogénéité des bases syndicales, crise des idéologies collectivistes, recul de l'affiliation,... - qui obligent à s'interroger sur l'avenir de nos organisations syndicales. Quelle place donner à la démocratie et à la prise en compte des intérêts de publics de plus en plus divers ? Quelle place donner à l'action ?

Historiquement, le *community organizing* est une forme de « *syndicalisme de quartier* » qui s'est adressé prioritairement aux populations les plus démunies, aux personnes les plus « éloignées » de la vie politique. Il s'attaque aujourd'hui à de nombreux défis, tant au niveau de l'action sectorielle qu'interprofessionnelle. Sa méthode offre une riche panoplie d'outils tout terrain. Vu l'enthousiasme suscité par les interventions des orateurs, nous tenterons de dégager ici

quelques réflexions qui auront marqué les esprits durant cette soirée.

Posture de l'organisateur.rice

Pour Wade Rathke et Adrien Roux, le rôle de *community organizer* doit être dans la rue : discuter avec les personnes précarisées, découvrir ce qui les révolte, ce que sont réellement leurs problèmes. Dans les gares, à la sortie des écoles, des églises, l'organisateur.rice passe l'essentiel de son temps sur le terrain : il et elle vont vers les gens, physiquement, individuellement, les invitent à se rassembler, à porter leurs constats et leurs colères au grand jour, à les mutualiser pour en

Le Cahier CIEP n°24 *Agis t'es du local* est disponible gratuitement en version PDF sur www.ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-53/les-cahiers-du-ciep ou en version papier (CIEP-Secrétariat Tél. : 02.246.38.43)

faire des « savoirs stratégiques » et à miser sur la force du nombre pour défendre leurs intérêts sociaux. En assemblée, les thèmes qui récoltent le plus de suffrages sont adoptés. Si certains membres affirment que tels ou tels problèmes sont causés par tels groupes ethniques, tel.le.s collègues ou tel.le.s voisin.e.s, amenant par-là une option de repli, l'organisateur.rice aide à identifier les causes communes, à construire un socle de confiance et d'échange, et à cibler les décideur.se.s influent.e.s : l'autorité publique, le.la chef.fe d'entreprise, le.la promoteur.rice immobilier.ère.

La posture de l'organisateur.rice est-elle comparable à celle du.de la permanent.e syndical.e ? Il y a, dans le *community organizing*, des dynamiques et des finalités très proches de celles de l'éducation populaire soutenant l'action syndicale. L'organisateur.rice est véritablement au service des membres du groupe et des leaders élus par eux et elles, mène son travail de conscientisation, de formation et de politisation par une approche de questionnement visant à faire émerger des réponses plutôt qu'à en apporter. Dans les pratiques de l'Alliance citoyenne, il.elle n'accepte pas de mandat « politique ». S'il est lui-même élu.e, il.elle perd son rôle d'organisateur.rice. L'enjeu est bien d'accompagner les membres afin qu'à travers leur participation à des actions concrètes, ils.elles découvrent leur capacité à susciter un changement favorable à leurs intérêts, à gagner en autonomie politique, à construire une organisation pérenne et un « front culturel » vivant². Dans le monde du travail, son boulot, c'est d'aider les travailleur.euse.s à défendre le leur.



Reportage &

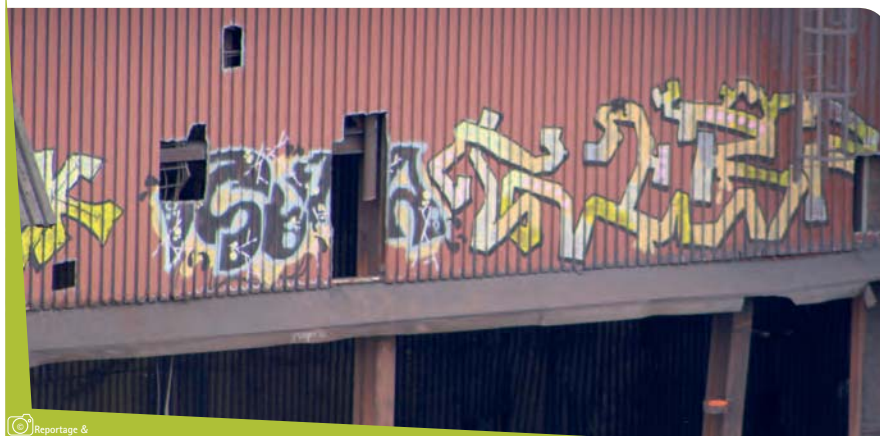
Placer la question du conflit au cœur de l'éducation populaire

Le grand défi de l'organisateur.rice se précise : contre le fatalisme et la résignation, il et elle doivent inculquer la possibilité de l'action. Adrien Roux nous évoque une expérience vécue : au milieu d'une formation, spontanément, les 20 fonctionnaires qui y participaient se lèvent, se rendent au bureau du directeur et se mettent à fouiller gentiment les tables et les étagères, sous les yeux éberlués de son occupant, jusqu'à obtenir les contrats de travail qui leur étaient promis depuis des mois. C'est dans l'action – dans le conflit – que l'apprentissage se fait. La confrontation à l'adversaire apparaît comme une réponse à l'aliénation et laisse entrevoir la possibilité d'un autre monde. Cette pratique constante de l'action collective ne serait encore rien si elle n'accordait une place centrale au débriefing, comme lieu de production et d'échange d'analyses et de propositions, comme point de départ vers les actions prochaines. Il importe en effet que ces actions émergent du groupe, s'articulent dans le temps, au fur et à mesure des petites victoires obtenues et de la prise de conscience collective du groupe. Bien entendu, chacun.e doit avoir un rôle actif à y jouer.

À l'appui de cette stratégie conflictuelle d'animation, la tradition du *community organizing* a créé et exploité tout un répertoire de formes d'action humoristiques et décalées, en lien avec les finalités voulues. Individuelles ou collectives, spontanées ou planifiées, ces formes d'action ne nécessitent souvent pas de moyens importants. Les exemples abondent. Des collectifs de locataires ou de voisin.e.s entreprennent d'amonceler leurs poubelles non collectées devant la résidence du propriétaire ou devant l'hôtel de ville, montrant qu'il est possible, par « effet miroir », de ridiculiser ceux et celles d'en haut tout en leur faisant subir ce que ceux et celles d'en bas subissent tous les jours. Feindre de mettre en place des solutions directes et immédiates aux problèmes rencontrés peut permettre de visibiliser les causes et de toucher les

médias. Ainsi en est-il lorsque des « copain.ine.s », armés de brosses et balais, viennent aider des femmes de ménage à qui la direction impose une augmentation des cadences, sous l'œil d'un journaliste avisé. Ou lorsque des professeur.e.s et parents s'en vont donner cours dans les bâtiments de l'hôtel de ville car ceux de l'école ne sont toujours pas rénovés. La technique de l'occupation se complète ici par la mise en scène de l'outil de travail. L'enjeu est double : il s'agit de rendre visible les personnes invisibles de nos sociétés, tout en s'attaquant aux responsables finaux, aux donneur.se.s d'ordre. Dans une galerie commerciale, un groupe de femmes de ménage, préposées au nettoyage des toilettes, se met en grève en pleine période de soldes : des « copain.ine.s » viennent s'asseoir devant les magasins avec des langes, créant la

faut exiger que du possible. C'est pourquoi le *community organizing* préconise de se lancer d'abord dans des luttes à petites échelles. Cette approche pragmatique empêche-t-elle d'articuler les questions locales et globales, voire de viser, à plus long terme, des transformations sociales plus profondes ? La tâche se révèle certes difficile. À Aubervilliers, le prix de l'eau met les habitant.e.s en colère. Pourquoi l'eau est-elle si chère ? À qui Aubervilliers achète-t-elle de l'eau ? Qui est responsable de cette situation ? Qu'en est-il pour d'autres personnes, dans d'autres quartiers ? L'organisateur.rice se fait l'artisan.e de la convergence des mouvements et des revendications. Il et elle favorisent la rencontre entre les habitant.e.s et les militant.e.s actif.ve.s de longue date sur des enjeux déterminés. Ces habitant.e.s se mettent progressive-



panique des directions des magasins, qui exigent rapidement de savoir ce qu'elles demandent pour que cesse cette situation embarrassante. Combiner l'exercice de la grève à des tactiques de désobéissance civile, en alliance avec d'autres organisations, peut permettre de gagner en efficacité, notamment dans les secteurs touchés par la sous-traitance de site, où les travailleur.euse.s sont soumis.e.s à des tâches ingrates et à des conditions de travail toujours plus précaires.

Pistes stratégiques

Les revendications doivent être immédiates et réalisables : pour gagner, et donc pour célébrer des victoires, il ne

ment en action, allant jusqu'à donner le bain à leurs enfants dans les fontaines publiques ! L'Alliance parvient finalement à ce que l'eau, qui était géré par la multinationale française Veolia sur le territoire de la commune, redevienne un bien commun, en gestion publique³.

Ces méthodes ouvrent la voie à un syndicalisme de réseau : à l'intérieur de l'entreprise ou d'un territoire, entre les sites, entre les pays, au-delà des cloisonnements des structures installées. Au Maroc, après des années de travail de politisation de proche en proche au sein d'un groupe multinational, l'excellente coordination directe gagnée entre les militant.e.s des différents sites a permis aux

travailleur.euse.s marocain.e.s de forcer l'installation d'une délégation syndicale dans leur entreprise, qui l'interdisait systématiquement à coup de licenciements. Les pistes stratégiques posées par le *community organizing* ont inspiré plusieurs organisations syndicales. La campagne *Justice for Janitors*, menée par l'Union

internationale des employés de services (SEIU) aux États-Unis et mise à l'écran dans le film *Bread and Roses*, a permis de ramener des milliers de travailleur.euse.s précaires dans le mouvement syndical. Ces exemples pourraient-ils constituer une source d'inspiration à l'heure de repenser les mobilisations syndicales ? ■

1. www.fecasbl.be
2. Voir KEUCHEYAN R., « Ce que la bataille culturelle n'est pas », *Le Monde diplomatique*, mars 2018.
3. Voir BENCHEHBOUNE M., MOITY L., PINAUD Y., ROUX A. et TALPIN J., « Livrer la bataille des idées depuis les cages d'escalier », *Contre-temps* [en ligne] <http://www.contretemps.eu/livrer-la-bataille-des-idees-depuis-les-cages-descalier/>

Contre le sexisme dans l'espace public

À l'occasion du 25 novembre 2018, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes, Vie Féminine lance sa nouvelle campagne visant à dénoncer le sexisme dans l'espace public et à agir en faveur de la construction d'une société égalitaire. Parce qu'on ne peut plus dire « *On ne savait pas* », il importe que la parole et le potentiel transformateur des femmes soient reconnus légitimes.

Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer le sexisme dans l'espace public. Il s'agit en effet d'un enjeu de société crucial, même s'il reste mal connu, mal compris et trop souvent réduit à du harcèlement de rue. Pourtant, si l'on écoute bien les femmes, on s'aperçoit que le sexisme existe partout, tout le temps et sous toutes les formes : au travail, à l'école, lors d'une soirée, sur internet, dans le sport ou la culture, ...

Des témoignages

« Sur les réseaux sociaux, je ne compte plus le nombre de fois où des inconnus m'ont envoyé des messages du genre : 'Salut belle black, j'adore tes fesses !' » (Sonia, Virton) ; « Samedi passé, dans une soirée, lorsque je suis passée à côté d'un groupe d'hommes, l'un d'eux n'a rien trouvé de mieux que de me mettre une claque sur les fesses » (Alyssa, Namur) ; « Lors d'un stage, un médecin était prêt à m'engager, mais il a finalement dit que non, que ce n'était pas possible d'avoir une femme voilée à l'accueil » (Hasna, Bruxelles) ; « Nageuse régulière, j'ai été à deux reprises (en deux ans) harcelée dans les douches et dans ma cabine (à la pis-

cine publique) : filmée par un GSM sous la porte la première fois, harcelée dans la douche la seconde » (Ludivine, Eghezée)

Le sexisme dans l'espace public n'est pas anodin ! Il engendre des conséquences désastreuses dans la vie des femmes : sentiments d'insécurité, perte de confiance en soi, autonomie amoindrie, vie sociale diminuée, ... Face à l'ampleur et aux conséquences du sexisme dans l'espace public, les femmes se mobilisent !

Parce que nous, les femmes, avons toutes des ressources, des forces et un important pouvoir d'action, nous partons à la conquête de l'espace public !

De nombreuses femmes racontent mettre en place, dans leur vie quotidienne, des trucs et astuces leur permettant de continuer à investir l'espace public malgré les risques d'y vivre une agression sexiste : adapter son itinéraire, être solidaires entre collègues, participer

à une activité culturelle en groupe ; parler à ses proches, famille, ami.e.s, collègues, des agressions et inégalités sexistes.

« *Ce n'est pas peine perdue (...) ce n'est pas inutile de lutter contre le sexisme. Nous, les femmes, sommes vos mères, sœurs, filles, tantes, épouses... nous avons droit à un traitement équitable. Nous avons le droit de nous sentir en sécurité* » (Caroline, Andenne)

Parce qu'elle concerne TOUTES les femmes, la lutte contre le sexisme dans l'espace public doit aussi être collective. C'est une responsabilité de toute la société qui implique un changement de pratiques à tous les niveaux (enseignements, médias, police, ...).

Nous avons tous et toutes un rôle à jouer ! S'engager contre le sexisme, c'est dénoncer et agir !

Programme et outils de campagne

Dans les mois à venir, un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, de nombreux ateliers de renforcement et de confiance en soi seront organisés. L'occasion pour les femmes de développer/accroître leur « pouvoir d'action » pour partir à la conquête de l'espace public.

Par ailleurs, divers outils relatifs à la campagne *À la conquête de l'espace public. Toutes unies contre le sexisme !* seront également disponibles : des flyers, une affiche et un compte Instagram proposant de nombreux témoignages. ■

Infos : Vie féminine Laetitia Genin
Tél. : 02.227.13.28 Mail : coordinatrice-nationale-lg@viefeminine.be
www.viefeminine.be

